

① Grand débat. 6/02.

Maxime BOUL

I. Organisation de l'Etat

⇒ problème du millefeuille = doublons -

⇒ rivalité entre les différents échelons. Perte d'argent.

⇒ fusion des communes plutôt que l'intercommunalité.

Adapter l'intercommunalité pour favoriser la mutualisation des services.

Prendre en compte les particularités locales pour construire des échelons plus adaptés. Foin de logique descendante avec un Etat qui décide de manière uniforme sur l'ensemble du territoire.

⇒ l'intercommunalité ne doit pas devenir un échelon supplémentaire.

⇒ Il faut séparer les domaines de compétence.

⇒ Problème de visibilité dans le financement des services par les différents échelons, d'information n'est pas suffisamment mise à la disposition des citoyens.

⇒ Greniches uniques

⇒ les citoyens doivent être davantage entendus. Davantage de démocratie participative. Instances consultatives dans les échelons les plus proches de la population. Le sentiment de représentation s'affaiblit. Recréer le lien entre les citoyens et les élus.

⇒ Débat tous les 2/3 ans au niveau communal ou départemental.

Un système de concertation ascendant. Que la démocratie participative évolue. Qu'elle ne soit plus seulement consultative. Exemple du budget participatif.

Plus de compétences transférées au niveau local. Démocratie participative au niveau local à tous les échelons, ainsi qu'au niveau national.

A. ~~Politique~~ ~~Secret~~

=> des partis politiques ne peuvent plus décider pour tout le monde.

=> Question de l'utilisation des deniers publics.

Des contre-pouvoirs à tous les niveaux -

=> Pas de révocation des élus - Un contrôle citoyen plus poussé.

- Question des votes obligatoires - Opinions partagées des tenants : contraindre des personnes de voter pour qu'ils expriment leur(s) opinion(s) - À condition qu'il soit cepté avec la reconnaissance du vote blanc - sanctions : amende?
- Con des Comptes → travail
 - aucun acte, aucune rectification
 - aucun résultatsolution → modifications apportées
agir ⊕ ⊕ ⊕
- des instances de contrôle doivent avoir plus de pouvoir.
Réformer/supprimer le Conseil économique, social et environnemental
↳ ça est important.
- ~~Avant~~ Non-cumul des mandats. Opinions divergentes.
des tenants : favorables à la proximité avec les citoyens
les opposants : des députés hors-sol. s'ils ne sont pas sur le terrain.
- Technocratie, Directives trop techniques. Bruxelles qui dirige "Incompétence" des élus / pointé par certains.
- Trop de lobbies. Institutionnaliser & contrôler l'influence.
- Retour sur la question de la proximité des élus - la proportionnelle ne le permettrait pas.
- Statut de l'île d'opposition -
↳ fait majoritaire remis en cause.

② Grand débat. 6/02

- denteur de la justice. \Rightarrow complications \rightarrow
 - \hookrightarrow histoire de moyen
 - \rightarrow développement des modes alternatifs de règlement des litiges
- \Rightarrow embaucher des fonctionnaires \rightarrow

II Services publics

- Rationalisation des services publics avec une multiplication des agents administratifs au détriment des agents "techniques".
- Le problème: logique descendant α non ascendant.
- Repartir du terrain pour faire évoluer les services publics.
- \hookrightarrow perte de qualité des services publics \rightarrow .
- \rightarrow numérique = vecteur d'amélioration des services publics, mais ne peut pas tout remplacer notamment la dimension humaine. Problèmes générationnels.
- \oplus problèmes d'accès au numérique \Rightarrow zones blanches
- Justice / fonctionnaires \rightarrow
- Périmètre d'intervention de l'Etat \Rightarrow Que doit-il faire?
 - \hookrightarrow Etat régaler ou Etat providence?

~~La~~ fusion des Régions a éloigné les gens de la gestion et de la connaissance des services.

- \rightarrow reconexion avec le peuple
- \rightarrow efficacité de la justice

